

RDCongo/Après la proclamation de sa victoire L'Afrique apporte son soutien à Tshisekedi

AFP
Kinshasa/RDCongo

En pointe sur cette position, la SADC et l'Afrique du Sud. Du coup, l'UA a dû reporter sa mission à Kinshasa.

L'AFRIQUE a commencé à se ranger hier derrière Félix Tshisekedi, après sa proclamation par la Cour constitutionnelle comme président de la République démocratique du Congo (RDC), malgré les virulentes contestations du perdant Martin Fayulu, dont les appels à manifester sont pour l'instant restés sans écho.

L'opposant Félix Tshisekedi, 55 ans, devrait prêter serment demain comme prévu, d'après son entourage. Il a devancé avec 38,5% l'autre opposant Martin Fayulu (34,8%) et le candidat du pouvoir Emmanuel Ramazani Shadary (23%), selon les résultats de la Commission électorale, validés tels quels par la Cour constitutionnelle. M. Tshisekedi va prendre la succession du président sortant Joseph Kabila, au pouvoir depuis 18 ans et l'assassinat de son père Laurent-Désiré le 16 janvier 2001. Il s'agit de la première transmission pacifique du pouvoir d'un président à l'autre, et a fortiori de la première alternance.

M. Fayulu conteste ce scénario officiel. Il revendique la victoire avec 61% des voix, et s'estime victime d'un "putsch" électoral orchestré par M. Kabila, qui garde la majorité à l'Assemblée nationale, avec la "complicité" de Félix Tshisekedi.

L'opposant se proclame le "seul président légitime" et a appelé la communauté internationale à ne pas re-



Photo : AFP

Sa victoire confirmée par Cour constitutionnelle, Félix Tshisekedi appelle les Congolais à l'unité.

connaître M. Tshisekedi. Raté : des pays africains ont félicité M. Tshisekedi, dont l'Afrique du Sud et le Kenya, ainsi que la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) dont fait partie la RDC.

Il s'agit aussi d'un désaveu pour les deux principales figures de l'Union africaine (UA), qui avaient demandé en vain jeudi la "suspension" des résultats électoraux entachés à leurs yeux de "sérieux doutes".

Le président en exercice de l'UA, le Rwandais Paul Kagame, et le président de la Commission de l'UA, Moussa Faki Mahamat, voulaient se rendre en délégation ce lundi à Kinshasa. Leur déplacement a été repoussé, a indiqué l'UA qui refuse de parler d'annulation.

LE CALME REGNE. L'Union européenne (UE) a

elle estimé que "des doutes subsistent sur la conformité du résultat" du scrutin du 30 décembre.

M. Fayulu a aussi appelé les Congolais à organiser des "manifestations pacifiques" sitôt après le rejet dans la nuit par la Cour constitutionnelle de son recours contestant la victoire de M. Tshisekedi.

Mais le dimanche a été parfaitement ordinaire à Kinshasa. Les habitants se sont rendus à leurs lieux habituels de culte et la circulation était fluide sur les grandes artères, a constaté un journaliste de l'AFP. Seul le siège de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), le parti historique d'opposition du président élu M. Tshisekedi, était un peu animé.

Le calme régnait aussi à Beni et Butembo (est), où l'élection présidentielle a

été annulée en raison de l'épidémie d'Ebola et de massacres de civils, ainsi qu'à Goma plus au sud, selon un correspondant de l'AFP.

Aucun incident n'a été signalé, pas même à Kikwit (ouest), l'un des fiefs de M. Fayulu, où un important déploiement policier avait été observé samedi soir.

Dans ses premières réactions, le président élu Tshisekedi a cherché l'apaisement.

"Ce n'est pas la victoire d'un camp contre un autre", a-t-il déclaré dans la nuit devant ses supporters dans un hôtel.

"UN CONGO RECONCILIÉ" • "Demain, le Congo que nous allons former ne sera pas un Congo de la division, de la haine et du tribalisme. Ce sera un Congo réconcilié, un Congo fort, un Congo tourné vers le développement, son développe-

ment, dans la paix et la sécurité pour tous".

M. Tshisekedi est le fils d'Etienne Tshisekedi, l'opposant historique qui avait contesté la réélection de M. Kabila en 2011.

"C'est l'aboutissement du combat du père fondateur, mais c'est aussi le commencement d'un autre combat dans lequel je veux engager le peuple congolais", a-t-il ajouté. "Le combat pour un mieux-être. (...) Au travail".

A part son noyau dur de sympathisants, aucune expression massive de liesse n'a encore eu lieu, contrairement au passé, y compris lors des victoires en 2006 et 2011 de l'actuel président Joseph Kabila.

M. Tshisekedi devra cohabiter avec un Premier ministre issu de l'actuelle majorité pro-Kabila, qui a obtenu une vaste majorité (337 sièges sur 500) à l'Assemblée nationale d'après la Commission électorale.

"Le gouvernement va démissionner et l'Assemblée nationale fera sa rentrée. Le nouveau président de la République doit nommer un informateur pour identifier la majorité", a détaillé l'actuel porte-parole du gouvernement Lambert Mende cité par le site actualité.cd.

Le rejet par la Cour constitutionnelle du recours de M. Fayulu contestant les résultats de la Céni et réclamant un recomptage des voix, est sans surprise, car elle est largement considérée comme acquise au président Kabila.

Des estimations de l'influente Église catholique et celles du Groupe des experts sur le Congo (GEC) de l'université de New York, à partir de documents qui auraient fuité de la Céni, donnaient elles la victoire à M. Fayulu avec 60% des voix.

L'Afrique en bref

• **Egypte / Diplomatie.** Visite du ministre français de l'Economie



Photo : AFP

Le ministre français de l'Economie, Bruno Le Maire, était en Egypte hier dans le cadre de la préparation d'une prochaine visite du président Emmanuel Macron, a constaté un journaliste de l'AFP. Après avoir tenu une réunion avec un groupe de représentants d'entreprises françaises installées dans le pays, M. Le Maire s'est rendu au palais présidentiel en matinée pour une rencontre avec Abdel Fattah al-Sissi, le chef de l'Etat égyptien.

• **Nigeria / Présidentielle.** Débat sans les deux principaux candidats

Les deux principaux candidats à l'élection présidentielle de février au Nigeria étaient absents d'un débat télévisé censé les confronter samedi soir, le principal rival du chef de l'Etat Muhammadu Buhari ayant quitté le plateau pour dénoncer l'attitude de ce dernier, a constaté l'AFP.

• **Somalie/Troubles.** 52 shebabs tués par l'armée américaine

L'armée américaine a tué samedi 52 islamistes somaliens au cours de frappes aériennes à la suite d'une attaque de combattants shebabs contre une base militaire somalienne dans le sud du pays, selon un communiqué du commandement américain en Afrique.

• **Soudan/Troubles.** Béchir : "les forces de l'ordre ne tuent pas de manifestants"



Photo : AFP / L'Union

Les forces de l'ordre soudanaises n'ont pas tué de manifestants lors des rassemblements antigouvernementaux, a affirmé hier le président soudanais Omar el-Béchir, en réponse à des accusations de groupes de défenses des droits de l'Homme.

Zimbabwe/Troubles

La répression n'est qu'un "avant-goût"

AFP
Harare/Zimbabwe

LA répression brutale des récentes manifestations au Zimbabwe n'est "qu'un avant-goût", a averti le porte-parole de la présidence, George Charamba, cité hier par le journal gouvernemental The Sunday News, en accusant l'opposition de fomenter les désordres.

Au moins 12 personnes ont été tuées et 78 blessées par balle la semaine dernière, selon le Forum des ONG des droits de l'homme au Zimbabwe, une coalition d'organisations qui a recensé plus de 240 cas

d'agressions et tortures. La répression, dénoncée par l'Onu, nourrit l'inquiétude de voir le Zimbabwe renouer avec les pratiques des 37 ans de présidence de Robert Mugabe, chassé du pouvoir en novembre 2017 par les militaires.

L'ancien vice-président Emmerson Mnangagwa, 76 ans, qui l'a remplacé, s'était engagé à relancer l'économie après deux décennies de crise. Mais depuis octobre 2018 se déroulent des manifestations contre les pénuries, l'inflation et la dépréciation de la monnaie qui ont tourné à l'émeute la semaine dernière après l'annonce lundi d'un doublement du prix des carburants.

La répression menée par l'armée et la police, avec son lot de tabassages et enlèvements d'opposants ou de citoyens ordinaires, a été vivement critiquée par l'Onu.

Vendredi, le Haut-Commissariat de l'ONU aux droits de l'homme a exhorté Harare à "arrêter la répression", s'alarmant du "recours excessif à la force" y compris les tirs présumés à balle réelle.

"La réponse jusqu'à présent n'est qu'un avant-goût de ce qui va arriver", a déclaré au Sunday News George Charamba. "Le MDC (Mouvement pour le changement démocratique, principal parti d'opposition) et ses affiliés seront tenus pleine-

ment responsables de la violence et des pillages".

Il a accusé le dirigeant du MDC, Nelson Chamisa, de chercher à s'emparer du pouvoir "avec le sang des Zimbabweens" en fomentant des manifestations violentes et en essayant de remettre en cause la victoire de M. Mnangagwa à l'élection présidentielle de juillet 2018.

Quelque 700 personnes ont été arrêtées, l'internet a été coupé temporairement à deux reprises et les principaux réseaux sociaux restent bloqués.

L'armée et la police ont tenu samedi soir une conférence de presse pour rejeter les accusations de brutalité, assurant que cer-

tains pillards portaient des uniformes pour se faire passer pour des personnels officiels.

"L'Etat doit s'occuper" du MDC et des syndicats qui ont "déclenché" les violences, a ajouté M. Charamba, qui était également porte-parole de la présidence au temps de M. Mugabe.

• **Mnangagwa rentre au pays.** Le président zimbabween Emmerson Mnangagwa a annoncé hier qu'il interrompait une tournée à l'étranger après des manifestations et leur répression brutale dans son pays, déclarant qu'il voulait "un Zimbabwe calme, stable et qui fonctionne de nouveau".